

15, passage Dubail, Paris
ABONNEMENTS
France, 1 an 22 fr.
— 6 mois 11 fr.
Etranger, 1 an 40 fr.
— 6 mois 20 fr.
Compte Chèque Postal
Bardin Alfred
N° 1907-81, Paris

La Lutte Ouvrière

"Ne lisez pas La Lutte Ouvrière"
a dit Cachin au Vél' d'Hiv'

Nous répondons :
Lisez l'Humanité et lisez La Lutte Ouvrière.

Et choisissez entre
les deux politiques!

Organe Hebdomadaire du Parti Ouvrier Internationaliste
(Bolchévick-Léniniste) - Section Française de la 4^e Internationale

RASSEMBLEMENT CONTRE LE BLOCUS !

Le P. O. I. propose l'action commune contre le blocus !

LETTRE A PROPOS DE LA DECISION DU COMITE DE NON-INTERVENTION

Aux organisations anarchistes, à la C.G.T., aux partis socialistes et communistes.

La bourgeoisie anglaise et française et le fascisme viennent de marquer un nouveau point contre la révolution espagnole, en faisant RENFORCER LE BLOCUS. Le Comité de non-intervention de Londres, n'a servi jusqu'à présent que de paravent aux intrigues des divers impérialismes, surtout anglais et français, qui ont des intérêts prédominants en Espagne dans les mines, les transports, l'électricité, etc. Il a toléré depuis le début l'armement de Franco par Hitler et Mussolini ; il a saboté l'aide aux travailleurs d'Espagne. Le gouvernement Blum-Delbos s'est fait le complice de cette politique, sous le prétexte trompeur de « maintenir la paix en Europe ». Aujourd'hui, il décide la fermeture absolue des frontières d'Espagne, c'est-à-dire que non seulement, il empêche l'envoi aux ouvriers d'armes et de volontaires, mais encore il contrôlera les envois de denrées alimentaires, de produits médicaux, de vêtements et d'équipements, etc...

En un mot, la bourgeoisie mondiale, inquiète du développement des événements espagnols, de l'héroïsme soutenu des travailleurs d'Espagne contre les armées de Franco et contre la domination capitaliste à l'arrière, inquiète du développement des luttes ouvrières dans le monde, qui toutes prennent appui sur le magnifique exemple donné par la population travailleuse d'Espagne, veut renforcer le « cordon sanitaire » autour de la révolution espagnole, comme Clemenceau tendait un cordon sanitaire autour de la révolution russe.

En se faisant l'initiateur et le plus ferme soutien de cette non-intervention à sens unique, le gouvernement français jette un défi aux travailleurs de notre pays ! C'est par centaines de milliers que depuis des mois les ouvriers et les paysans travailleurs de France, ont manifesté en faveur de leurs frères d'Espagne aux cris de : « Des avions, des canons pour l'Espagne ! A bas le blocus ! » Par des sacrifices matériels, par le sang versé côté de côte avec les miliciens espagnols des milliers de nos camarades ont manifesté cette volonté.

Et qui s'est opposé à nous ? C'est avant tout le gouvernement, dit de Front populaire, dominé par le parti radical-socialiste. Par mille moyens, par la tolérance et l'encouragement aux Kérillis, Doriot et La Rocque, les ministres Belbos, Daladier et autres, associés à Blum ont saboté énergiquement la révolution espagnole. Ces défenseurs du capitalisme français, alliés aux financiers de la City britannique, parlent de la « démocratie espagnole » ; en réalité, ils n'ont pour but que de sauver les millionnaires et les forbans qui exploitent les mines de Pennaroya, de Rio Tinto, et autres. Ils veulent sauvegarder même au prix de la guerre, les rapines de la Banque de Paris et des Pays-Bas au Maroc. Ils continuent la politique qu'ils ont menée au Maroc en 1925, et qui a couché sur le sol plus de 50.000 soldats français.

Le gouvernement et ceux qui le soutiennent prétendent qu'en étriquant la révolution espagnole, ils préservent la paix en Europe. Au contraire, les faits démontrent qu'avec cette politique, ils la précipitent. Si l'Espagne reste le champ clos des rivalités impérialistes, allemandes, italiennes, françaises et anglaises, la guerre est fatale et inévitable.

La seule voie de son éloignement c'est la lutte triomphante des ouvriers espagnols soustrayant l'Espagne à la domination du capitalisme. Dans cette voie le régime d'Hitler et de Mussolini sera ébranlé, et les 200 familles françaises commenceront elles aussi à trembler réellement sur leur base.

Aujourd'hui, le gouvernement français se plie aux ordres des fascistes Doriot qui exigeait l'arrêt de l'envoi de volontaires, le rapatriement de ceux qui sont partis, et la plus stricte « neutralité » vis-à-vis de l'Espagne, c'est-à-dire de traquer les ouvriers révolutionnaires qui veulent soutenir par leurs frères d'Espagne.

Le Parti Ouvrier Internationaliste et la IV^e Internationale estiment que l'indignation des masses contre cette politique criminelle doit se manifester avec ampleur. Nous savons que le « contrôle » du soutien fasciste à Franco est illusoire, est une farce. Par contre, le ministre de l'intérieur français et ses collègues démocratiques s'apprêtent à boucler féroce la frontière, à emprisonner et traquer tous les travailleurs fidèles à l'internationalisme prolétarien.

Nous proposons qu'une riposte rapide vienne signifier la volonté des masses ouvrières de continuer et renforcer son soutien des travailleurs espagnols.

Il faut organiser à Paris et dans tous les grands centres ouvriers de France des manifestations sous le mot d'ordre : A bas le blocus ! Solidarité aux travailleurs espagnols ! A bas le fascisme et ses larbins radicaux !

Pas un instant le collectage de fonds pour nos frères d'Espagne ne doit s'arrêter ! Les volontaires pour la lutte doivent continuer à se grouper ! Dans les usines, et bureaux, les comités, les syndicats, doivent envisager avec une ardeur nouvelle les moyens de faire parvenir à nos frères les vivres et les armes nécessaires.

Nous constatons que l'Italie fasciste se montre tout à fait favorable à cette mesure, qui selon Mussolini, va empêcher le ravitaillement de l'Espagne rouge. Hitler aussi se frotte les mains, et les travailleurs allemands au contraire voient disparaître une leur d'espoir. L.U.R.S.S. elle aussi, ne couvre que de réserves purement formelles, l'approbation entière de cette action. Cette unanimité dans le blocus, n'est que le complément de l'unanimité qui s'était déjà manifestée contre la révolution socialiste, aussi bien de la part des démocrates capitalistes appuyés par la bureaucratie soviétique, que de la part des pays fascistes.

Au moment où tous les Etats sont tendus dans la préparation de la guerre impérialiste, qu'ils couvrent des voiles trompeurs de luttes d'idéologie alors qu'il s'agit des intérêts sordides des capitalistes français, anglais ou allemands, ce sont les travailleurs, unis dans leur lutte pour le socialisme, pour le renversement de l'esclavage capitaliste, qui doivent relever le défi.

Pour les 10.000 frs. Souscrivez !...

Total précédent	1.838 50
Martin (Angleterre)	50 »
Dré	100 »
'3' cellule	100 »
Eréger (Lyon)	10 »
Château-Thierry	25 »
Souscription d'un C. J.S.R.	50 »
Souscription d'un C. du 16 ^e	20 »
Total général	2.193 50



LE FAIT de la semaine

A PROPOS DES CALOMNIES STALINIENNES

Avant de devenir brusquement sur un ordre de Moscou des « frères socialistes », les socialistes étaient avant le 6 février des socialistes, et les « amis radicaux » des « fascistes » tout court.

En particulier dans la lutte contre les « social-fascistes », les stalinistes, ne reculaient devant aucun moyen : calomnie, lutte physique, faux, etc.

C'est ainsi par exemple que le dirigeant italien Pietro Nenni fut chassé par la force physique de certains meetings, et que les mêmes hommes qui aujourd'hui affirment « nous faisons notre le programme fasciste de 1919 », expliquaient que Pietro Nenni avait été un fasciste authentique et qu'il l'était resté.

Bien entendu Cachin, comme aujourd'hui en ce qui nous concerne, reprendrait mot pour mot cette calomnie.

Il s'attira alors cette réplique de Pietro Nenni, dans une lettre publiée dans l'Avanti du 11 novembre 1933, dont voici l'extrait principal : « Mais vous, Cachin, vous n'avez pas le droit de parler ainsi, vous qui êtes venu porter à Mussolini l'argent pour publier son Popolo d'Italia ». Voici pour Cachin. Et la réduction de l'Avanti ajoute un commentaire à l'intention d'Ercoli qui s'est fait remarquer lui-même par quelques fortes colonnes contre les trotskystes.

« Et Nenni aurait pu ajouter que n'a pas le droit de parler de la polémique sur la guerre, le secrétaire du parti communiste Togliatti (alias Ercoli) lequel en 1917, renvoya la carte du parti à la section de Turin, sous prétexte que la patrie est au-dessus du parti. »

Pour lutter contre la vie chère, il faut former les comités de lutte dans les quartiers, les usinés, les villages.

Nos 15 0/0 ! En prison les Spéculateurs !

Régulation des salaires et la lutte contre la vie chère. Le patronat poursuit avec méthode et organisation sa politique de hausse constante des prix. C'est un des aspects de la contre-offensive patronale, qui se développe avec de plus en plus d'audace, depuis la défaite infligée aux patrons par les masses ouvrières étroitement unies dans la lutte en juin.

Organisé en syndicats patronaux par branche d'industrie, il agit en organisation syndicale patronale de plus en plus cohérente et disciplinée. Le syndicat des patrons filateurs du textile, par exemple, décide que ses adhérents doivent augmenter, à date fixe, de 90 % le prix de vente de leur marchandise. Naturellement les patrons tisseurs du textile, qui sont les clients des premiers, sont mis dans l'obligation de faire subir une hausse du prix de vente des tissus et leur syndicat bien évidemment, gonfle la hausse pour augmenter la marge bénéficiaire, au profit capitaliste.

Le travailleur salarié constate alors que pour se vêtir il faut déboursier 50 ou même 60 % de dépense supplémentaire par rapport au prix qu'il payait ses vêtements il y a seulement 5 ou 6 mois.

Lire la suite page 3.

En Prison Doriot !

Doriot consacre le meilleur de l'argent de ses pourvoyeurs capitalistes, à lutter contre les héroïques volontaires de l'Espagne ouvrière.

Il paraît, même que cet argent ne suffirait pas, et que celui des contribuables de Saint-Denis n'y serait pas de trop.

Mais, bien entendu, les stalinistes, qui auraient sur ce point la possibilité de faire éclater le degré de bassesse où est tombé ce renégat et ce fasciste, se taisent... Ils préfèrent injurier et salir les trotskystes...

En prison Doriot !

Est-il vrai que ...

Les chefs stalinistes ont-ils oui ou non demandé notre dissolution ?

Nous posons une simple question. Des militants socialistes écourés, nous informent que le bruit leur est parvenu que les dirigeants stalinistes ont demandé à leur complice Dormoy de nous dissoudre, en tant que ligue factieuse, appliquant ainsi la dissolution à la seule organisation qui ait revendiqué les responsabilités de la lutte physique contre le fascisme, en particulier, rue Anielme, en riposte à l'attaque contre Blum ?

MM. les chefs stalinistes et MM. les ministres, ayez le courage de répondre : oui ou non, y a-t-il une pétition staliniste demandant notre dissolution ?

POUR AIDER LA « LUTTE OUVRIERE » GRAND CONCOURS !

Moyennant 2 francs, tu peux aider LA LUTTE OUVRIERE, et gagner un prix d'une valeur de 90 fr. Comment ? (Lire page 4).

Pourquoi Cachin et P. V. C. nous refusent la contradiction ? Ils ont peur de la vérité !

(Lire page 4 nos questions)

Au Théâtre de Saumur, les travailleurs manifestent leur confiance aux trotskystes.



(Voir le compte rendu page 4)

3.000 à Magic-City à Paris, avec le Comité pour l'Enquête et le P. O. I.
2.500 à l'appel du P. O. I., salle Wagram.
1.500 à Lyon. 450 à Saumur.

Partout, les travailleurs d'avant-garde manifestent leur solidarité révolutionnaire avec les « trotskystes ». Rassemblement avec le P.O.I. et les J.S.R., contre le fascisme, le capitalisme, la guerre impérialiste et pour la révolution socialiste !

La fête de « Révolution » fut un grand succès, 800 jeunes travailleurs dans une salle pleine à craquer, affirment leur confiance dans la J. S. R.

Après des mois et des mois d'insultes, de calomnies, attaqués de tous côtés par la bourgeoisie et les stalinistes, la Jeunesse Socialiste Révolutionnaire vient de prouver une nouvelle fois sa vitalité et sa progression considérable. Quel réconfort pour tous ceux qui ont assisté à la fête du Troisième anniversaire de « Révolution » ! Quel réconfort de voir ces centaines et ces centaines de jeunes gens et de jeunes filles, littéralement tassés dans une vaste salle devenue désormais trop petite, et animés du plus magnifique esprit de lutte et de confiance dans le triomphe des travailleurs !

La soirée est ouverte par l'entrée dans la salle des J.E.R. en tenue chemise grise, cravate rouge, insignes, précédés des drapeaux rouges des cellules. Durant la scène et de chaque côté de la salle, au chant de la Jeune Garde, repris en chœur par la foule, ils sont là nos J.S.R. que les stalinistes, les Lagorgette et les Chochoy, disaient disparus de la circulation ! Les jeunes communistes et les jeunes socialistes qui assistaient à cette soirée en assez grand nombre, ont pu se rendre compte des absurdités de leurs responsables !

Lire la suite page 3.

Aux élections municipales dans le 19^e les travailleurs voteront pour le P. O. I.

Dans les élections municipales du 19^e (quartier d'Amérique), le P. O. I., rayon du 19^e, présente comme candidat notre camarade Bardin, employé syndiqué. Face au candidat de la réaction, Lambert, du P. S. F., notre parti affirmera son programme vigoureux de lutte sur tous les terrains contre le fascisme et ses bandes.

Election municipale de la circonscription Amériqué (19 arrondis.) TROIS GRANDS MEETINGS DU P.O.I. 22 FEVRIER Ecole des filles, 4, rue des Bois (Métro Place des Fêtes)

Dans le même temps, nous dressons le bilan exact de huit mois de collaboration de classes avec les radicaux, dont le candidat est patronné par le réactionnaire Martinaud-Deplat, et nous développerons le programme de révolution socialiste.

26 FEVRIER Ecoles des filles, 59 rue de Romainville (Métro Télégraphe)

Devant la crise, la vie chère, la contre-attaque patronale, la corruption et la gabegie municipale des gangsters de l'Hôtel de Ville, notre parti développera ses solutions, conformes aux intérêts des masses laborieuses sur le terrain revendicatif et sur le terrain politique. Trois meetings ont été prévus, qui sont annoncés par ailleurs. Les ouvriers y assisteront nombreux.

26 FEVRIER Ecole des garçons, 40, rue Manin (Métro Danube) Que propose le P.O.I. devant la crise, la vie chère, la guerre, la lutte contre le blocus ? Comment mener la lutte contre les gangsters fascistes et réactionnaires de l'Hôtel de ville. Et pour les masses laborieuses ? Orateurs : le candidat divers orateurs du P.O.I., J.S.R.

LES LUTTES INTERNATIONALES

A bas le blocus Blum-Eden-Staline

Ils sont tous d'accord contre la Révolution Socialiste !

La comédie continue. Seulement cette comédie intéresse directement le sort de la révolution espagnole. Malaga prise, Madrid de nouveau menacée, les troupes fascistes débarquées, le Comité de non-intervention décide et conclue. Le 20 février, à minuit, le blocus est une fois de plus prononcé. Il sera interdit aux ouvriers de soutenir leurs camarades d'Espagne. Le 6 mars, les frontières seront contrôlées... sauf au Portugal. Les « démocrates » amis de l'U. R. S. S. poursuivent leur travail. Blum, au nom du gouvernement, et sans doute du Parti socialiste, se félicite. « La paix est sauvegardée ». L'ambassadeur soviétique Maiski, ancien et récent menchevick, approuve. On s'est enfin entendu : pratiquement, on considère les ouvriers et les fascistes sur le même plan. On les « isole », tout en laissant une porte largement ouverte du côté fasciste. Le socialiste Blum, l'impérialiste Eden et le menchevick stalinien Maiski se serrent cordialement de la main. Le travail d'étouffement de la révolution est bien mené. On a de l'espérance. Cette « aventure » se terminera peut-être pas trop mal. Mais voilà, sur ce point il y a encore des frictions. Tout le monde s'entend depuis longtemps pour éradiquer la révolution : M. Thorez a bien dit aux militants révolutionnaires français qui luttaient à l'étranger sur les fronts de Madrid et d'Aragon qu'ils défendaient la « sécurité de la France ». C'est bien cela, n'est-ce pas ? Ceux qui osent parler révolution socialiste sont les chefs de la contre-révolution dans le camp ouvrier. M. Cachin se fait une unité dans sa vie. Le temps de Mussolini et Strasbourg, bien durement renié, reparait. Il fleurit à nouveau sur la défense du sol. La seconde jeunesse de M. Cachin. Seulement on ne s'entend pas tout à fait sur la « défense de la sécurité ». Péri fulmine. Demande-t-il aux ouvriers, par une action de masse, de briser le blocus, d'apporter armes et munitions aux milices ouvrières non contrôlées encore par la petite bourgeoisie catalane ? Allons donc, ceci est une histoire d'enfants. Il pose très sérieusement la question : la France et l'Angleterre surveilleront-elles vraiment les côtes portugaises ? Si oui, tout est au mieux. D'ailleurs cette mascarade, tous ces gens s'entendent parfaitement sur l'essentiel : en finir au plus vite avec la révolution ouvrière. Pour cela, on renforce la petite bourgeoisie à l'intérieur, on enlève armes et finances aux organisations ouvrières, et à l'extérieur on accentue encore le blocus. Malgré tout, il ne faudrait pas que Franco triomphe. La défaite de la révolution

ce n'est rien. L'arrivée de Hitler, c'est autre chose. C'est la menace pour l'impérialisme allemand, directe pour les capitaux et les intérêts militaires anglais et français. Ce jour-là, Blum, le très pacifiste, avec l'orchestre de l'«Huma», redeviendrait le belliciste des récentes affaires marocaines. La conciliation est la solution rêvée pour ces messieurs. Les ouvriers épuisés, l'avant-garde décimée sur le front, la petite bourgeoisie espagnole se rassure et retrouve son contrôle. Alors tout est possible. La conciliation rassure tout le monde et peut-être, au prix de quelques concessions à l'Italie, l'ancien « ordre » réapparaîtra. Ces messieurs, de Eden à Maiski se trompent. La défaite de Franco ne peut être effective, réelle, que si la révolution socialiste triomphe. La paix ne peut être assurée que si les ouvriers prennent le pouvoir. La marche victorieuse de la révolution prolétarienne en Espagne menacera chaque impérialiste dans son propre pays en renforçant singulièrement le mouvement ouvrier international. Il n'y a pas d'autre solution. Toute autre voie mène au triomphe de Franco ou à la guerre. Et ces messieurs du comité de non-intervention préparent fébrilement cette dernière éventualité. Le mensonge de la presse stalinienne se déchire devant les faits. Ceux qui en Espagne défendent la « démocratie » et la « paix », ce sont justement les trotskystes (contre révolutionnaires pour M. Cachin) parce qu'ils posent devant les masses la perspective de la révolution socialiste. Seul le P. O. I., avec les camarades anarchistes, continuent publiquement la lutte contre le blocus. A bas le blocus renforcé Blum-Eden-Staline. A bas les compromis de trahison. Vive la révolution socialiste contre les impérialismes.

En Belgique

DEVANT 700 MINEURS BORAINS, Dauge et Naville stigmatisent les assassinats de Moscou

Le vendredi 12 février, le Parti Socialiste Révolutionnaire de Belgique avait organisé à Flénu (Borinage) un meeting pour expliquer aux travailleurs le sens du procès de Moscou. Notre camarade Naville y représentait le P.O.I.

Le gouvernement belge, qui favorise les fascistes, avait lancé un mandat d'arrêt contre notre camarade, prétendant l'empêcher de parler. Mais les mineurs ne l'entendaient pas de cette oreille. La police fut empêchée d'entrer dans la salle, et devant 700 travailleurs, notre camarade exposa longuement tous les faits du procès en les soumettant à une impitoyable critique. Dauge défendit ensuite largement notre politique, et aucun contradicteur stalinien n'osa affronter la tribune. Malgré la maréchaussée de Flénu, Naville put ensuite repartir sans être inquiété, grâce à la solidarité ouvrière.

Les travailleurs borains ont vu et compris où sont les amis du fascisme et de la police !

Le bourrage de crâne !

« Le Socialisme dans un seul Pays »

Les faux se succèdent dans l'« Humanité » à une cadence accélérée.

Nous ne proposons rien d'autre que la confrontation des idées et des textes. Les lecteurs de l'« Humanité », tant soit peu soucieux de contrôler, de vérifier, de réfléchir, par la seule lecture de l'« Humanité » viendront à nos idées.

Malheureusement le stalinisme contribue à développer le contraire de l'intelligence critique. Ne pouvant publier de longs textes dans notre petit journal, nous voulons simplement donner au lecteur la possibilité de contrôler, de vérifier, de s'insurer en toute indépendance critique. Dans l'appendice à « l'Histoire de la Révolution russe », dans la « Révolution défigurée », dans « L. C. après Lénine », dans « Les thèses des quatre premiers congrès de l'U. R. S. S. », tout militant honnête trouvera la réputation érasante par les textes, par les faits, de toutes les falsifications « théoriques » qui ont paru dans la presse stalinienne.

Quelques citations prises non entre dix mais entre mille (il s'agit du système inverse de celui de l'« Humanité », qui dénature de non sens, trèque, tronque, isole du contexte) prouvent que la théorie du socialisme dans un seul pays n'a rien à voir avec le léninisme.

Les thèses d'avril 1917 de Lénine disent : « Le prolétariat de Russie agissant dans un des pays les plus arriérés ne peut s'assigner pour but la réalisation immédiate de la réforme socialiste. »

Le Contre-procès de Moscou s'organise en Suisse

Le chef Staliniste Muzenberg avoue ne pas croire ce qu'il raconte sur les Trotskystes

Le camarade Léon Trotsky a porté plainte devant le Tribunal pénal du canton Bâle-Ville (Suisse) pour les calomnies et insultes, lancées contre lui lors des procès de Moscou en août 1936 et janvier 1937 et lors du procès de Novosibirsk en novembre 1936. Cette plainte vise :

1° Die Kommunistische Internationale, revue du C.E. de l'I.C., paraissant en russe, français, anglais, chinois, espagnol et allemand ;

2° L'organe central de la presse stalinienne de langue allemande, Rundschau ;

3° L'organe central du P. C. suisse, le Vorwaerts de Bâle et la Freiheit qui le remplace depuis septembre 1936.

La plainte a été soumise au Tribunal pénal de Bâle le 8 février 1937.

Le journal de nos amis suisses, Trotz allend ! (Malgré tout !), où nous puissions ces informations, explique qu'étant donné le refus honteux des grandes organisations ouvrières de former une commission d'enquête internationale pour détruire l'édifice de mensonges échauffé par Staline pour atteindre Trotsky et la révolution mondiale, le recours aux tribunaux est pour lui la seule voie de se disculper. Le journal rappelle qu'en automne dernier Bodenmann, chef communiste, fut condamné par son propre parti pour avoir fait sortir par violence les « trotskystes, agents de la Gestapo », d'un meeting communiste. Willy Münzenberg, personnalité

du P. C. allemand, a raconté à Paris confidentiellement au médecin connu de Zurich, Fritz Brupbacher, que ni lui, Münzenberg, ni les deux leaders actuels du P.C. suisse, Bodenmann et Humbert-Droz, ne croient eux-mêmes ce qu'ils racontent aux ouvriers sur Trotsky. Mais Münzenberg ajouta par précaution que si Brupbacher se servait publiquement de ses paroles, il les contesterait énergiquement.

Brupbacher les a rapportées à nos amis suisses. Voilà l'occasion pour Münzenberg de se démentir. Ceux qui connaissent les deux personnalités personnellement ou par leur activité littéraire, sauront qui dit la vérité et qui ment.

Nos amis suisses regrettent vivement de ne pouvoir citer devant le tribunal Staline, ce qui est juridiquement possible, car il n'est pas encore officiellement chef d'Etat. Mais lui, qui est le principal et direct responsable de l'ignominie des procès et des exécutions, s'est bien gardé de donner une prise : il n'a pas dit un seul mot public sur cette affaire.

Seront cités comme témoins : L. Sédov, Victor Serge, et Friedrich Adler. Nos camarades qui veulent prouver leurs affirmations par des documents — et des vrais — exigent des dommages intérêts de dix mille francs suisses, qui serviront à faciliter la lutte contre les calomnies stalinienne et à libérer les révolutionnaires qui languissent dans les geôles stalinienne.

Document pour la propagande

Le stalinisme jugé par lui-même

Quiconque parle de révolution socialiste au lieu de lutte pour « la démocratie pourrie » dans cette période où les masses se mettent en mouvement pour la révolution, est traité par la presse stalinienne d'agent provocateur à la solde d'Hitler ou de Franco.

Mais qu'on pense, en 1933, la presse stalinienne de la propre position « démocratique » et de ses alliés, réformistes et démocrates, en Espagne ?

Ci-après quelques citations extraites de l'organe officiel des stalinien, « Mundo Obrero » :

Le 8 juin 1933. « Marcelino Domingo, l'homme de la démocratie pourrie » (Mundo Obrero).

« La contre révolution a chargé Azana de prendre le fouet de la répression et de la terreur contre les ouvriers et paysans révolutionnaires » (Mundo Obrero, 13 juin 1933).

Largo Caballero, « presque » bolchevick et complètement socialfasciste. (Mundo Obrero, 17 août 1933).

« Le socialfasciste Prieto, laquais sanglant du capitalisme. » (Mundo Obrero, 15 février 1933).

« Nous dénonçons ouvertement devant tous les ouvriers la concordance du comité exécutif du Parti socialiste espagnol avec les préparatifs fascistes

de Lerroux. » (Mundo Obrero, 12 sept. 1933).

« Les chefs socialistes, eux aussi, complotent et protègent le fascisme. » (Mundo Obrero, 24 mai 1933).

« Les chefs socialistes pactisent avec la contre-révolution et le fascisme. » (Mundo Obrero, 30 mars 1933).

« Le gouvernement Azana-Prieto, dans une note officielle, se met aux ordres de ses patrons, les capitalistes. » (Mundo Obrero, 22 avril 1933).

« Il n'y a, il ne peut y avoir de fonctions intermédiaires. Il faut démasquer les traîtres et les démagogues démocratiques. » (Mundo Obrero, 15 février 1933).

Une simple question : Quand les chefs stalinistes qui traitaient hier de fascistes les réformistes, nous traitent aujourd'hui de fascistes et demandent, paraît-il, à Blum de nous dissoudre en tant que « factieux », est-ce qu'un ouvrier honnête, qui connaît les volte faces cyniques de ces politiciens, peut une seule minute les prendre au sérieux ?

Par contre, pourquoi la démocratie capitaliste a cessé, par l'opération du Saint-Esprit, d'être une « démocratie pourrie ». Comment, par un coup de baguette de Staline, le plomb vil s'est-il changé en or pur ?

Diviseurs et Calomnieurs

Toutes les organisations antifascistes de Catalogne condamnent les calomnies stalinienne

Les vaillants miliciens du P.O. U.M. continuent à lutter à l'avant-garde contre les bandes de Franco.

Mais les attaques contre-révolutionnaires des stalinistes, qui divisent l'unité de combat des ouvriers, et visent à démoraliser l'avant-garde continuent de plus belle.

Les stalinistes font circuler dans la division « Karl-Marx », une caricature, où le camarade Nta, ancien collaborateur de Losovsky, à l'Internationale syndicale rouge, ancien prisonnier des goles capitalistes, d'Allemagne, de France, d'Espagne, est représenté fraternisant avec le fasciste Franco.

Le journal des miliciens du P.O. U.M., « El Combatiente Rojo », qui élevait la voix en faveur de la révolution socialiste, vient d'être supprimé. L'imprimerie des camarades du P.O.U.M. de Madrid a été confisquée. Leur poste de radio, a été également supprimé. Pourquoi ? Parce que ces camarades, s'opposent au compromis avec Franco, que les stalinistes et les démocrates veulent imposer. Ces canailles, s'y prennent habilement. Ils commencent avec les stalinistes à l'avant-garde par enlever par la répression, toute possibilité d'expression aux militants révolutionnaires.

Puis, quand ils auront cassé les reins à l'avant-garde, ils pourront faire une trêve avec l'ennemi dans les cadres du capitalisme, ce que veut l'impérialisme franco-anglais. Aux milliers de télégrammes de protestations qui lui parviennent Largo-Caballero répond que la répression exercée contre le P.O.U.M. à Madrid, est le fait du gouvernement catalan ! Mais le président du gouvernement catalan, Taradell,

la réplique « le gouvernement de la généralité n'est nullement intervenu » !

Quelle honte ! Le gangstérisme staliniste est tel que même les réformistes et la bourgeoisie démocratique n'osent pas en prendre ouvertement la défense !

En Catalogne, un vent de dégoût soulève les masses populaires, contre les procédés de chantage et de diffamation des bureaucrates stalinistes.

A tel point que les organisations suivantes : F.A.I., C.N.T., J. Libertaires, P.O.U.M., J.C.I. Esquerra republicana de Catalunya, Estat Catala, et leurs jeunesse, ont pris un accord « contre les campagnes de diffamation et de calomnies ». Le P.S.U.C. reste isolé. La participation même des démocrates bourgeois, à cet accord, le fait que ces alliés directs des stalinien qui veulent comme eux le compromis, et le respect du capitalisme, ont été contraints par la pression de la colère de la masse, de condamner quoique d'une manière équivoque les calomnies contre le P.O.U.M., est assez significatif !

Assez du gangstérisme staliniste qui brise la lutte des masses, contre Franco et ses bandes fascistes, qui empoisonne l'esprit ouvrier !

Il faut que la commission d'enquête internationale, à laquelle le bureau pour la 4^e a adhéré, et qui se propose de juger les calomnies des stalinistes, se réunisse au plus tôt !

Il faut en France, que le Comité de défense de la Révolution espagnole développe son action, pour briser le blocus, arrêter le compromis criminel !

Indochine

Vivent les Comités d'action et le Congrès des Comités !

Le gouvernement du front populaire de MM. Thorez, Cachin, a interdit le congrès indochinois pour empêcher le peuple indochinois de se réunir afin d'élaborer les moyens d'action commune de lutte pour conquérir les réformes économiques et politiques, jusqu'à sa liberté de disposer de lui-même.

Moutet « autorise » enfin des comités d'action qui doivent transmettre leurs revendications au bureau central qui, à son tour, les déposera à la commission d'enquête parlementaire ; enfin, le véritable congrès est transformé en un bureau de recouvrement des desiderata du ministère des Colonies.

Mais cette mesure ne rassure pas MM. les constitutionnalistes, porte-parole de la Banque de l'Indochine, des propriétaires fonciers, des fascistes du parti de l'ordre social indochinois coalisés. Aussi vont-ils réclamer à cor et à cri la répression contre cette officine de recouvrement des revendications.

En réalité, ce n'est pas contre cette officine, mais c'est contre le mouvement de grève magnifique qui a déferlé du nord au sud depuis quelques mois. Le dernier numéro de la « Lutte Ouvrière » vous a relaté des répressions féroces. « La Lutte », de Saigon, du 10 janvier 1937, nous a appris que les membres des comités d'action « autorisés » par M. Moutet de Cholon ont été déferés au parquet pour « insultes » aux notables, grâce aux bons soins du fonctionnaire de Moutet Dôc Phu Chan ceux de Badier et de Ba-Queo sont également torturés par le gendarme de ces endroits ; tandis qu'à Travinh, l'administrateur chef de la province prive purement et simplement les commerçants membres des comités d'action de leur droit au travail. Il ordonne à ceux-ci l'enlèvement immédiat de leurs kiosques malgré l'intervention des conseillers provinciaux.

M. Brévié, gouverneur général de l'Indochine, que Blum-Moutet-Thorez y ont envoyé pour apporter « leur civilité » à dit aux stalinien qu'il vilait, a dit aux parti communiste veut bien légaliser le parti communiste indochinois, mais malheureusement il a des trotskystes, parce que le parti y a des trotskystes, maintenant le communiste devient malheureusement le même parti gouvernemental. En voulant donner des illusions aux stalinien pour les dresser contre leurs frères de lutte, trotskystes, Brévié continue la même politique colonialiste de Sarret Varenne, Robin : diviser pour régner.

Camarades indochinois, déjouez cette manœuvre de division de l'ennemi de classe par la réalisation du front prolétarien révolutionnaire contre vos bourreaux, car ceux-ci vous frappent sans distinction de tendances, depuis Vu Van Can, Diép Van Ky jusqu'aux trotskystes. Diviseurs, ce sont eux qui mènent une politique de collaboration avec les bourreaux, tout en refusant l'unité d'action avec leurs frères de classe.

Toujours des comités de masses il légaux.

Congrès de tous ces comités. Vive l'assemblée constituante.

La presse qui ment

La presse qui tue !

Ou les agents trotskystes empoisonnent

Extrait de l'éditorial des Izvestia du 2 février 1937.

« Ce n'est pas seulement la production que sabotent les bandits trotskystes. Leur bassesse allait beaucoup plus loin. Pour le succès de leur action trahisse, ils n'avaient pitié ni des femmes, ni des enfants. Les habitations ouvrières à Krasnouorsk ont été construites si près de l'usine que les femmes et les enfants des ouvriers étaient empoisonnés par les vapeurs de soufre. La même chose fut faite à Voskresensk. Le général fasciste Franco assassinant tranquillement des femmes et des enfants à Madrid, peut envier le sang-froid et la bassesse du bandit Piatakov. »

C'est ainsi que se trouvent « établis » les fameux empoisonnements. Et les autres « preuves » des autres « crimes » sont du même calibre...

Une phrase caractéristique du même éditorial :

« Les fils de notre glorieuse patrie, malgré toutes les difficultés, gardent avec honneur, courage et dévouement nos frontières sacrées. »

L'Internationalisme, sentiment moteur de la défense de l'U. R. S. S., a été remplacé par le chauvinisme et l'attachement aux « frontières » !

La lecture de la presse soviétique révèle que l'on attribue aux « trotskystes » tous les accidents, malheurs, contretemps qui interviennent dans l'économie par suite de la direction bureaucratique. Puis, pour justifier le coup de fouet des bureaucrates, on n'hésite pas à tourner l'accusation contre les ouvriers eux-mêmes :

« Mais au lieu de dénoncer à haute voix ces scandales, au lieu de chercher les causes réelles des difficultés, beaucoup de travailleurs de l'industrie et des transports préfèrent se borner à un enregistrement passif des faits et à la recherche d'excuses et de justifications. » (Editorial de la « Pravda » du 2 février 1937.)

Delapré censuré par les stalinien

A Confians, les stalinien ont bien placardé l'affiche sur la mort de Delapré mais ils ont collé une bande sur les mots « putain royale ». Un langage si vert, si, ma chère, pauvre Delapré : après la censure de Paris-Soleil c'est la censure posthume par les stalinien pudiques.

L'U.R.S.S. APPROUVE LE BLOCUS

AU NOM DE MON GOUVERNEMENT JE ME FELICITE DE L'ACCORD INTERVENU HIER ET JE VOUS ASSURE QUE, DE SON CÔTE, LE GOUVERNEMENT DES SOVIETS METTRA TOUT EN ŒUVRE POUR L'ADOPTION DE CES MESURES

DECLARATION DE RIBBENTROP

« Je suis heureux de constater que le point de vue allemand a été adopté et je tiens à exprimer ma satisfaction de ce résultat. »

LES LUTTES OUVRIÈRES

LA POLITIQUE SYNDICALE



Comité contre la vie chère En prison les spéculateurs !

(suite de la 1^{re} page)

Cependant les prix de la matière première, le prix de revient de sa manufacture pour la transformer en fil, n'expliquent pas une hausse, de la part des patrons filateurs, de 90 % de leurs prix. C'est donc que leur syndicat de patrons poursuit une politique de hausse successive amplifiée, le travailleur paie de plus en plus cher. Son pouvoir d'achat se trouve considérablement atteint.

Et à chaque augmentation des salaires, si minime soit-elle, le patron prend prétexte pour hausser davantage ses prix et augmenter son profit d'exploiteur capitaliste.

Telle est la véritable situation que les travailleurs sentent plus ou moins confusément.

Nous voulons des augmentations de salaires, nos 15 %, disent-ils, mais nous voulons aussi qu'on arrête cette hausse de prix qui atteint toutes les couches laborieuses du pays.

Déjà nos 15 % se sont transformés dans la métallurgie en 8,50 % Résultat de l'arbitrage obligatoire, pourtant prononcé par un surarbitre par les « communistes » Timbaud, Croizat, Doury, qui dirigent le syndicat des métaux de la région parisienne. D'où un grand mécontentement parmi les métaux qui se rendent compte que le patronat peut accorder 8,50 % puisque ça lui évite une grève d'occupations de masse qui imposerait non seulement les 15 % mais aussi l'échelle mobile.

Pendant ce temps les syndicats patronaux poursuivent, sans être inquiétés, leur politique de hausse des prix qui aura, par sa persistance, comme conséquence première de détacher les classes moyennes du prolétariat en qui elles perdent confiance dans sa capacité pour les entraîner dans la lutte contre le capitalisme affamé.

C'est pourquoi, non seulement il faut que les métallurgistes de la région parisienne manifestent leur volonté de combat par leur action propre, mais il faut également que la lutte pour l'augmentation des salaires, réajustés au coût de la vie, englobe toutes les corporations, toutes les masses travailleuses pour, comme en juin, les unir solidement dans l'action de masse.

Dans le Finistère

LES FASCISTES NE DOIVENT PAS PARLER

Des réunions fascistes doivent se tenir dans la région avec le concours des trop connus Xavier Yallat et Philippe Henriot, en particulier à Pleyben, le dimanche 14 février.

Tous les camarades doivent être aux premiers rangs des contre-manifestations et donner l'exemple à tous dans la lutte antifasciste.

MORT DU CAMARADE A. LOUARN

Nous apprenons de Garhaix la mort du camarade Ange Louarn, plus connu dans la région sous le nom de « Anckik ».

Un des pionniers du communisme dans la région, militant infatigable — ni injures, ni coups, ni boycott n'eurent raison de la ténacité du sabotier révolutionnaire.

Déprimé depuis la mort de sa femme, il ne s'intéressait plus autant à l'activité générale mais plutôt à l'activité régionale du communisme. C'est ce qui fait qu'il enregistra non sans hésitation le tournant sur le Front populaire.

Le succès électoral du P.C. sembla un instant calmer ses craintes mais bientôt elles reprirent plus vives. La mort l'a empêché de nous rejoindre. Mais ceux de nos camarades communistes qui hésitaient encore et qui entendirent ces paroles de « Anckik » : factique, ça ne peut provenir que d'un vendu !

Ceux-là comprendront que c'est parce que nous avons raison qu'on leur demandait de nous combattre, et à quoi ils ont opposé des relations très amicales et ils rejoindront nos rangs !

Pour que la Montagne Rouge ne trahisse pas son nom dû à son passé révolutionnaire ils viendront lutter le drapeau de la IV^e Internationale.

Le rayon Nord-Finistère du P.O.I.

Je ne comprenais pas ces divergences et ces tournants du communisme officiel. Maintenant je ne les comprends que trop bien et je reprends confiance dans la révolution ; l'affreuse comédie de Moscou a fini de m'ouvrir les yeux, je veux faire mon éducation révolutionnaire et lutter pour la IV^e Internationale.

E. L. (Finistère)

Bloqués par une grève

560 km. de voies navigables de l'Est bloquées pendant 4 jours par une grève.

La presse d'information en plein accord avec la presse dite ouvrière ne parle plus des « conflits sociaux » pour ne pas gêner le gouvernement qui défend si bien les intérêts capitalistes. C'est ainsi que la grève de 4 jours des ouvriers, conducteurs, surveillants et employés de la C.G.T.V.N. de l'Est (Cie Gén. des Transports par Voies Navigables) est passée inaperçue. La C.G.T.V.N. (service concédé), exploite les voies navigables de l'Est et du Nord, son directeur Georges Weil réactionnaire avéré en liaison avec les ingénieurs des Ponts et chaussées et les préfets cherche à développer les syndicats professionnels qui lui assurent sa tranquillité.

Le 21 janvier il renvoyait deux techniciens de Nancy qui avaient commis le crime d'être syndiqués et de demander une convention collective, le syndicat ouvrier (Fédération des Ports et Docks) comprit aussitôt qu'une brèche allait être faite dans la C. G. T. et décida la solidarité dans la lutte, le patronat recula et transforma le renvoi en déplacement, néanmoins le 4 février la grève commençait pour obtenir la réintégration des deux techniciens. Appelés samedi 6 février au ministère des travaux publics les deux sanctionnés et le secrétaire du syndicat ouvrier mirent à nu la collusion du préfet de Nancy, des agents des Ponts et chaussées et du patronat, le chef de cabinet du ministre devant l'attitude très réservée des camarades en ce qui concernait l'application de l'arbitrage obligatoire fut obligé de demander au patron Georges Weil de réintégrer les camarades techniciens. C'est parce que les camarades de l'Est ont refusé l'arbitrage obligatoire que le succès a été obtenu, voilà un exemple que les stalinien ou réformistes ne citeront pas.

Finis le respect de la légalité, on sait ce que ça pèse !
Dégonflée cette mère Patrie ! On a vu ses appels de mobilisation pour la défense de Rothschild !
JOUHAUX (« La Vie Ouvrière », 5 novembre 1910).

Nantes

Les Stalinien prennent la défense de Galimard

Nous recevons la lettre ci-après du camarade Tharreau :

« Le samedi 13 février 1937, se tenait à la salle Bel-Air, à Nantes, une réunion organisée par le groupement des femmes contre la guerre et le fascisme, au cours de laquelle le citoyen Antoine Galimard, secrétaire de l'Imprimerie Gilleps, déclara la situation économique.

Elle ne peut nier que les lois sociales étaient plus particulièrement favorables au patronat du fait que celui-ci augmentait ses prix d'un pourcentage bien au-dessus des salaires qu'il distribuait, ce que le patronat expliquait par l'augmentation de ses produits par les répercussions de lois qui n'étaient pas encore appliquées.

À l'issue de cet exposé auquel il ne sort rien qui puisse indiquer l'action cependant nécessaire, je me permets d'ajouter quelques critiques concernant la politique de concession, collaboration, collaboration et par conséquent la capitulation du gouvernement actuel.

Au passage, l'exemple de l'Espagne révolutionnaire et en particulier de la Catalogne devait être cité, et je combattis aussi le fameux blocus, sur le libre commerce des armes, dans un moment où Hitler et Mussolini ravitaillaient à outrance les fascistes espagnols.

Je profiterai donc de l'occasion pour démontrer tout ce qu'il y a de mensonge dans les déclarations de Galimard à l'égard de l'Espagne.

C'est à ce moment qu'une obstruction organisée se réalisa et que les pleurs insultes me furent lancées : « Croix de Feu ! Vendu ! Fasciste ! »

À l'attaque directe dirigée contre Trotsky et « La Lutte Ouvrière », je répliquai que sans être membre de l'organisation trotskyste j'approuvais cet homme qui est toujours resté dans la véritable ligne révolutionnaire, tandis que tant d'autres ont trahi !

Une bordée d'injures salua ma descente de la tribune.

Il est cependant à souligner que la citoyenne Antoinette Gilleps se déroba derrière son ignorance politique, ignorances invoquée plutôt pour ne pas avoir à discuter de certaines tendances révolutionnaires. Elle s'attacha tout de même à défendre Galimard et, d'après elle, ne serait qu'un « pauvre fou », prêt à tout dire, quoi qu'il ait à rectifier.

J'en conclus qu'on ne devrait pas confier un tel mandat à un fou et je m'étonne que les stalinien n'aient pas trouvé autre chose à répondre.

Campinchi était-il au-dessus de la vérité quand il disait que les communistes étaient devenus plus radicaux que les radicaux eux-mêmes ?
Nous ne sommes pas au bout de nos surprises et ils nous en feront voir bien d'autres.

Après cela, on peut dire que Trotsky est un fasciste vendu à la Gestapo. Mais ces gens-là ne sont-ils pas capables des plus mensonges pour « expliquer » leur politique de trahison ?
THARREAU.

La vie chère s'accroît

Elle existe depuis des mois cette fameuse commission de surveillance des prix. Périodiquement, un communiqué de quelques lignes est adressé aux journaux. Et c'est tout, comme résultat.

Pourtant, c'est bien le socialiste Spinasse qui est à l'Economie Nationale ! Mais on dit qu'il est beaucoup pris par les inaugurations, banquets et discours... Le coût de la vie augmente sans cesse et les discours de M. Spinasse aussi.

La population laborieuse commence à s'émeouvoir.

Brusquement, on annonce un Conseil des ministres qui décide de sévères mesures contre les hausses illicites de prix. Ça va chauffer maintenant. Sans doute quelque marchande des quatre saisons va trinquer, mais elles sont averties...

Et les autres ? Les « gros » ? Oh ! eux, ils ne sont pas trop émus. Ils comprennent qu'un gouvernement a besoin de donner satisfaction aux masses travailleuses qui le soutiennent. Mais eux, les « gros », ils savent que les paroles ne sont pas suivies d'actes. Il leur suffit d'être plus prudents pendant que dure le menaçant d'un orage populaire.

Le régime capitaliste est vraiment impitoyable pour son gouvernement, même de Front populaire !

Mais les travailleurs, eux, sauront trouver dans leurs luttes les meilleures formes de combat pour être victorieux.

En juin, ils ont « découvert » la tactique d'occupation de masse des usines qui les a menés à une victoire. Cette année, pour briser les faiseurs de la vie chère, les capitalistes et leur régime, ils sauront trouver les meilleures formes de lutte.

Notre parti ayant internationaliste et ses militants qui sont des révolutionnaires prolétaires, seront toujours avec eux dans le combat contre le capitalisme et ses serviteurs les fascistes, Croix de Feu, gilepsistes ou autres adversaires du prolétariat.

Contrôle de l'embauche

Dans différentes usines — la Lorraine par exemple — les patrons ont été contraints d'accepter le contrôle de l'embauche par les délégués.

Mais en quoi consiste pratiquement le contrôle qu'exercent actuellement les délégués ?

Tous les matins, les délégués sont libres de consulter la liste de l'embauche et de s'assurer si l'embauche s'effectue dans l'ordre d'inscription. Evidemment, c'est une première conquête ouvrière. Mais constitue-t-elle un véritable contrôle des ouvriers sur l'embauche ? Non, c'est un droit de regard sur l'embauche, car les délégués ne contrôlent pas la qualité professionnelle des ouvriers embauchés et l'embauche d'un ouvrier fasciste peut se faire.

Ce qu'il faut obtenir, c'est le contrôle de l'embauche à la porte, aux côtés du chef du personnel de l'usine.

Car qui est plus apte à juger des capacités professionnelles des ouvriers que les délégués des ouvriers ? Certainement pas le chef du personnel !

Victor Serge
CHEZ GRASSET
DESTIN D'UNE REVOLUTION
U.R.S.S. 1917-1937
18 fr. Un ami de LENINE et de TROTSKY juge la révolution de STALINE

ERRATA

Dans notre dernier numéro du 12 février 1937, se sont glissées deux inexactitudes que nous tenons à rectifier :

1. En première page, première colonne il est dit que « le stalinisme affirme avoir le même programme que les fascistes de 1921 ». C'est le stalinisme déclare de faire propre le programme fasciste de 1918 qu'il faut lire. (Il n'y a pas de programme fasciste de 1921).

2. En quatrième page, troisième colonne, dans l'article « Où sont les agents du fascisme ? », il est dit : « En 1919, Mussolini a créé les faisceaux de combat pour briser les reins du mouvement prolétarien d'Italie et à son jeune Parti Communiste ».

Les mots : « et à son jeune Parti communiste » doivent être élevés, car le Parti communiste d'Italie n'a été constitué qu'en janvier 1921.

Il n'en reste pas moins que les stalinistes affirment faire leur « le programme fasciste de 1919 », au moyen duquel Mussolini a brisé les reins au mouvement révolutionnaire.

Aux Hospices Civiles de Lyon

Assez d'action diplomatique !

Enfin, nous avons une échelle de salaires révalorisés (sic) et nous y voyons fleurir de criantes inégalités. Certaines catégories, étant plus avantagées, il en résulte parfois que les inférieures dépassent les supérieures.

D'autre part il manque un membre à notre monstre : L'Echelle mobile. Il n'est d'ailleurs pas étonnant que les rapports successifs de notre direction syndicale avec l'administration des hospices, avec le préfet, avec M. Herriot, avec le ministre, aient produit cet être incomplet !

En effet, si on regarde d'un peu près notre augmentation, on s'aperçoit qu'elle est considérablement réduite par la suppression de l'Echelle mobile, et que s'il subsistait une légère augmentation pour le bas salaires (6,25 p. 100 pour les servants de 5^e catégorie, en se basant sur l'indice 600 qui est probablement dépassé à l'heure actuelle) par contre le plus souvent les hors-classes et les 1^{re} classes voient leurs salaires en fait diminués, déduction faite de l'indemnité de vie chère que ces camarades auraient touchée s'il n'y avait pas eu de nouvelle échelle de salaires (diminution de 4,91 % pour les vieux infirmiers en second, étant hors classes).

Ce que nous voulions c'était l'augmentation sur la base de 12.000 (plus l'Echelle mobile) pour les plus bas salaires. Ensuite augmentation dégressive de façon à arriver à ce que les hors classes des catégories supérieures n'aient qu'une infime augmentation. Et qu'un salaire qui était inférieur à un autre ne lui soit pas maintenant supérieur.

Mais nous n'acceptons pas de diminutions. Et nous voyons même que

certains hauts salaires sont effectivement majorés dans certaines classes, alors que des salaires plus bas bien qu'en 1^{re} classe ou hors-classes mais dans une catégorie inférieure sont diminués (par exemple l'infirmier de salle veilleurs de 1^{re} classe qui touchait 13.540 fr. se trouve diminué de 1.18 p. 100, sur la base de l'indice 600, alors que le chef de l'exploitation de 3^e cl. qui touchait 14.000 fr. est augmenté de 1,05 % sur la base du même indice et toujours sur la base de l'indice 600 les surveillants généraux de 2^e classe qui touchaient 14.760 fr. sont en fait augmentés de 3,99 %).

Ce qu'il nous faut :

1. Révision de l'Echelle des salaires, avec crédits supplémentaires ;
2. Indemnité de vie chère sur la base de 500 fr.
3. Comité ouvrier pour établir cette indemnité.
4. Contrôle de la section financière des hospices par le moyen de délégués ouvriers, membres du Conseil d'administration des H.C.L., élus directement par les ouvriers et employés et révoquables par eux à tout moment, et par ce moyen arriver à la diminution du prix de journée d'hospitalisation.

Comment obtenir tout cela ? Par l'action directe et autonome, déléguée par les ouvriers et employés eux-mêmes dans leurs réunions de sections et en assemblée générale, et non par le bureau du syndicat.

C'est par le contrôle de la gestion financière que les ouvriers et employés rendront compte s'ils peuvent développer le socialisme en régime capitaliste où s'il faut auparavant abattre ce régime.

Sylvain.

Lyon

Réponse aux parasites

Dans le dernier numéro de « La Commune », le groupe de Lyon du P. C. I. éprouve le besoin d'engager la lutte à fond contre le P. O. I.

Nous disons que toute unité d'action est impossible entre nous et eux. Nous ne considérons pas leur groupe comme une organisation prolétarienne et nous ne disons pas cela pour nous tirer d'affaire, mais parce que sa seule plate-forme politique consistait, tout en démarquant en parasite notre organisation en une solidarité personnelle autour d'une personnalité jugée néfaste par tout le mouvement ouvrier et chassée de nos rangs pour des raisons non politiques.

Les très « marxistes » membres du P. C. I. ne comprennent pas pourquoi nous faisons l'unité d'action avec les anarchistes ou les sociaux-démocrates et pas avec eux. Est-il donc besoin de leur rappeler que l'unité d'action avec un groupement requiert pour nous conditions non réunies par eux : une influence et une idéologie parfaitement définies ?

Nous déclarons d'ailleurs en avoir assez des escroqueries politiques des membres du P. C. I. Ceux-ci continuent à se réclamer de Trotsky après avoir dit qu'il était « gâteux ». L'article de « La Commune » sur notre compte porté encore entre parenthèses après le mot P. C. I. les termes : « Internationales. Il est vrai que les coquilles « malencontreuses » expliquent tout. Elles expliquent aussi le tract édité par le P. C. I. pour notre meeting et où j'étais annoncé comme orateur du « Parti Internationaliste », de façon que tout lecteur du tract puisse avoir l'impression que le meeting était organisé par le P. C. I. et que j'étais l'orateur de ce parti. Le terme de « Parti Internationaliste » permettait à la fois de semer suffisamment la confusion et de ne pas rendre trop évidente l'escroquerie commise.

Les mêmes qui, après avoir critiqué avec violence une manchette mal formulée de « Révolution », ont lancé ensuite le mot d'ordre complètement idiot du gouvernement « Blum, Thorez, Jouhaux », soutenu par les milices ouvrières, cherchent aujourd'hui, dépités par la progression du P. O. I. à Lyon et l'extension de son influence, à grappiller dans son sillage quelques bribes des résultats de son action. Ce petit groupe parasite n'a rien de commun avec le P. C. I. Internationaliste, qu'il ne vise qu'à désagréger et discréditer à un moment décisif.

Quant à nous, nous voyons autre chose à faire qu'à nous laisser importer par les orateurs d'une demi-douzaine d'exécités sans principes, dont la force consiste en la diffusion d'un matériel énorme payé sans doute par les cotisations des très nombreux (sic) militants du P. C. I., qui diminuent sans cesse. Notre progression continuera malgré leur sabotage et malgré leurs « coquilles ».

A bon entendre, salut.

COLLIARD.

SERVICE DES LIVRES

Ce qu'il faut lire :

- Victor Serge : Destin d'une Révolution 18 »
- Friedr. Adler : Un Procès en Sorcellerie 3 »
- C.C. P. Naville 1333-80 Paris.

Le 4 février avait lieu le comité général (assemblée des délégués de sous-sections), où devait être discuté le rapport moral pour le congrès de l'U.D.

Le conseil syndical avait fait des réserves sur la partie du rapport moral assimilant les bolchéviks fusillés en Russie aux fascistes, mais en même temps avait pris en ce qui concerne l'Espagne une position de nature à couvrir la politique de Blum.

Les éléments révolutionnaires, en votant contre le rapport moral, avaient rédigé une motion s'opposant à la tendance générale réformiste de l'expérience du Front populaire, à l'arbitrage obligatoire, à la mise du mouvement ouvrier à la remorque du bloc impérialiste de la S.D.N., se délimitant sur la question d'Espagne à la fois des réformistes et des stalinien, réclamant une politique d'intervention révolutionnaire liée aux luttes ouvrières en France, fétissant enfin comme il convient l'odieuse procès de Moscou.

Le camarade Treint, qui présente cette motion, fut violemment interrompu lorsqu'il aborda la question du procès. Cependant, une bonne partie de la salle applaudit ses conclusions.

Après lui, Gallienne présenta une motion votée par la sous-section de Clamart rejetant les accusations portées contre les vieux bolchéviks et réclamant l'envoi d'une commission d'enquête en Russie, ainsi que la participation du syndicat au mouvement de protestation. L'intervention de G. fut d'un bout à l'autre ponctuée de cris et huées des stalinien.

Le stalinien Fournial, après avoir déclaré qu'il ne se déroberait pas, se contenta de dire qu'il répondrait n'importe où, mais pas au syndicat. Et comme on lui criait : « A Wagram, mercredi », il ajouta qu'il s'expliquerait devant n'importe quelle tendance ouvrière, mais non devant les « alliés du fascisme ». La majorité de la salle réagit comme il convenait, et la fin de l'intervention de F. fut marquée des cris scandés de : « Commission d'enquête ».

Le camarade Kriff, du 19^e, demanda au syndicat de s'associer à « l'appel aux hommes ».

Cette réunion montre que la section de la Seine du syndicat des instituteurs, dans sa majorité, est loin de suivre la voie du stalinisme, mais qu'un immense travail reste à faire pour la tirer des positions réformistes et l'amener à celles, sans équivoque, de lutte de classe.

« ROBBE, ASSASSIN... »

Robbe, député croix de feu de Poissy était incendié jusqu'ici comme voleur et assassin par la presse et les affiches stalinien. Non sans raison. C'est lui qui parlait à Sartroville lors des bagarres où un garde mobile a été tué par les fascistes.

Mais Robbe est allé en U.R.S.S. Il a été séduit par le régime stalinien. Robbe, député croix de feu faisait samedi 13 février, à Poissy, une réunion publique et contradictoire sous le patronage des amis de l'U.R.S.S.

DEVINETTE STALINIENNE :

Il y a eu dans cette région dix incendies, deux inondations, un tremblement de terre, dix déraillements, une épidémie. Cherchez le trotskyste !

LA VIE DU PARTI

Un grand meeting à Saumur

Quatre à cinq cents travailleurs saumurois, répondant à l'appel de la cellule J. S. R. de Saumur, s'étaient massés dans la salle du Foyer du Théâtre. Ils sont tous là, ouvriers et intellectuels, socialistes et communistes ou simples démocrates, et des femmes, des jeunes (beaucoup de jeunes), tous ceux qui veulent savoir la vérité sur l'atroce comédie stalinienne. Ils se sont tassés partout, debout, jusque dans la salle avoisinante, dans les portes, aux balcons, et ils y attendent tous qu'on leur fasse la lumière sur le monstrueux procès.

Marcel Baurfrère préside, assisté de Robineau, secrétaire de la section socialiste S.F.I.O. et d'Alice Baurfrère (J.S.R.). Il expose en quelques minutes les raisons qui l'ont déterminé à rallier le drapeau de l'IV^e Internationale, puis, faisant un rapide procès de la II^e et de la III^e, conclut à la nécessité pour les révolutionnaires de se regrouper dans une internationale révolutionnaire, la IV^e Internationale.

Fred Zeller fait d'abord l'historique des procès montés par Staline. Il démontre que l'assassinat de Kirov fut la conséquence d'une machination de la G. P. U. dans laquelle les « trotskystes » n'avaient rien à voir. Puis il montre le passé des accusés : Zinoviev, Kamenev, Mouralov, Sokolnikov, Piatakov, Radek, tous vieux bolcheviks, tous anciens compagnons de Lénine. Et qui sont les accusateurs ? D'anciens mencheviks comme les Vy-chinsky, comme la « canaille » de Talavovonsky, d'anciens gardes blancs comme le sinistre Koltzov. Il fait savoir ensuite que si les staliniens ont envoyé à Moscou deux valets de Staline, Cachin et P.V.C., ils ont refusé le visa à l'avocat Philippe Serre et au professeur de droit André Philip.

Fred, dont l'enthousiasme révolutionnaire gagne la salle, stigmatise, avec des documents irréfutables, la politique de trahison du parti stalinien et lit en conclusion le message du grand révolutionnaire exilé, notre camarade Trotsky.

La salle, profondément remuée par l'exposé de Zeller, applaudit longuement. Baurfrère fait alors appel à la contradiction et le citoyen Brillat (soutenu par les applaudissements des staliniens qui jusqu'alors s'étaient tenus cois) nous accuse — tout en reconnaissant notre sincérité révolutionnaire — d'être le diviseur de la classe ouvrière.

C'est alors que se place l'intervention du camarade Louis Bouët, vieux militant de la Fédération unitaire de l'enseignement, dont le passé révolutionnaire impose le respect. Bouët démontre quelles sont les véritables diviseurs de la classe ouvrière. Il rappelle la lutte menée par les opposants pendant la guerre, avec Trotsky, lutte à laquelle il a été étroitement mêlé, et félicite les trotskystes de commencer la lutte contre l'union sacrée avant que la nouvelle guerre impérialiste soit déclenchée. Et pour terminer, saluant l'effort des jeunes révolutionnaires ardents groupés dans la J. S. R., démontre l'urgence du regroupement de tous les révolutionnaires dans une quatrième internationale. De chaleureux applaudissements accueillent l'intervention de Bouët et Zeller se lève pour conclure.

Fred Zeller répond aux staliniens en lisant des documents écrasants. Donnant ensuite des preuves de l'action antifasciste réelle des trotskystes il lance aux prolétaires présents un vibrant appel pour la IV^e Internationale et la révolution sociale internationale. Quatre adhésions ont été enregistrées.

L'ordre du jour qui suit est voté à l'unanimité et la salle, debout, chante l'Internationale.

Les travailleurs de Saumur réunis à l'appel de la cellule J. S. R. protestent contre le scandaleux procès de Moscou où furent fusillés les meilleurs compagnons de Lénine.

Protestent contre les procédés infâmes de la bureaucratie stalinienne qui calomnie et insulte les pionniers de la révolution russe.

Réclament la constitution d'une commission d'enquête internationale impartiale où seront examinés les accusations de Staline et les archives de Léon Trotsky afin de mettre en relief, certains dessous troublants des derniers procès de Moscou.

Affirment leur volonté de lutter plus que jamais contre l'union sacrée et la guerre ainsi que leur solidarité avec la révolution prolétarienne espagnole et de travailler à la révolution socialiste mondiale.

Voici le livre que tout militant doit connaître :

Léon Trotsky par PÉRO

La vie et l'œuvre du grand révolutionnaire, avec, en annexe, le testament politique authentique de Lénine.

Une biographie populaire sous couverture illustrée en deux couleurs, de 32 pages, format in-4° couronne, au prix de fr. 2,50.

N. R. C.

Le Gérant, AIACHE



IMPRIMERIE CERBONNET, 27, rue de la Folie-Regnault, PARIS-XI^e

Ils ont peur de la vérité!

Pourquoi Cachin et Vaillant-Couturier nous ont refusé la parole

Posez-leur les questions suivantes dans tous les meetings!

« Vendredi soir à Wagram, avaient annoncé Cachin et P. V.-C., nous répondrons aux trotskystes ». Ainsi, il s'agissait d'excuser leur dérobade, à notre réunion de mercredi, à Wagram, où nous leur avions convoqués et nous leur aurions accordé un temps de parole égal à celui de nos orateurs.

C'est pourquoi, vendredi soir, le bureau politique du P.O.I. a délégué notre camarade Rous, pour demander la parole et répondre à Cachin et à P. V.-C.

Mais le président de la réunion — Grenier — après avoir hypocritement (le « démocrate » !) accepté de l'inscrire à brusquement levé la séance et le service d'ordre a repoussé le contradictoire des abords de la tribune.

Pourquoi les chefs stalinistes refusent-ils le débat contradictoire et chez nous, et chez eux ?

Pourquoi, ces « démocrates » à la mode stalinienne, se dérobent-ils, pourquoi nous refusent-ils même cinq minutes, pour répondre, à leurs heures de discours ?

C'est uniquement pour empêcher que les travailleurs stalinistes, ouvriers honnêtes mais trompés, n'entendent les questions clés :

1° Cachin qui explique les aveux par la surabondance accablante, des preuves, pourrait-il nous citer une seule preuve — en dehors des aveux ! — qui établisse que Mouralov, Piatakov, leurs compagnons, ainsi que Trotsky ont été en relations avec la Gestapo, ont commis des actes de terrorisme ou de sabotage, ou ont donné des instructions dans ce sens ?

2° Pourquoi Cachin et P. V.-C., qui déclarent s'appuyer sur le compte rendu sténographique des aveux ne reproduisent-ils pas, la partie des aveux de Radek où celui-ci déclare qu'il avoue non parce que c'est « la vérité », mais à cause de « l'utilité » de ces aveux ? n'est-ce pas l'utilité pour Staline et contre Trotsky ?

3° Pourquoi n'y a-t-il au cours de l'instruction aucune possibilité quelconque pour un défenseur même asservi au régime stalinien d'intervenir ? En faisant l'éloge de ce système, d'après lequel l'accusé ne comparait devant un tribunal qu'après que l'instruction dans l'ombre a permis « l'éclaircissement complet des questions » (sic) Cachin, n'admet-il pas ainsi que ne sont admis à la comédie des aveux publics uniquement ceux qui ont donné toutes garanties à l'Instruction, c'est-à-dire à la Guépéou ?

Où sont ces lettres, ces documents, ces preuves, qui ont provoqué les aveux à l'Instruction ? Pourquoi personne sauf la Guépéou n'a le droit de voir les preuves ? Pas même le Tribunal de la Guépéou ? Comment qualifier un système, où la police seule voit les preuves, et où le peuple n'est admis, sur carte d'invitation de la police, qu'à la comédie des aveux ?

4° Que deviennent ceux qui n'avaient pas, les centaines de prévenus qui sont laissés en cours de l'instruction parce qu'ils n'avaient pas ? Par exemple où sont passés Putna, Schmidt, Primakov, Arkus, grands soldats de la révolution ? Putna n'a-t-il pas été assassiné dans sa cellule ?

5° Cachin admet-il que dans ce système des aveux, si un aveu avait sur un point capital été prouvé faux tout le système s'effondre ? Sans doute l'admet-il puisqu'il escamote le démenti d'Oslo, prouvant sur un « point important » (reconnait la Pravda du 30 janvier), officieusement, et officiellement qu'en décembre 1935 Piatakov, malgré ses aveux, n'a pu venir à Oslo et y voir Trotsky ?

Quand Cachin parle de la complaisance du gouvernement norvégien à l'égard de Trotsky, entend-il par complaisance le fait par le gouvernement norvégien, terrorisé par la Guépéou, d'avoir emprisonné Trotsky, de l'avoir mis dans l'impossibilité de se défendre, puis de l'avoir brusquement expulsé ?

Ne pas avoir de complaisance, eût signifié le tuer purement et simplement, comme on l'eût fait à Moscou ?

Pourquoi la « Pravda » du 30 janvier 1937, attribue le démenti d'Oslo, portant réellement sur décembre 1935, à une agence hitlérienne qui l'aurait fait porter sur 1936, et tire-t-elle argument de ce faux ?

6° Comment Cachin explique-t-il que les accusés, selon lui comblés par la mansuétude de Staline, ayant « honneurs, pouvoir, argent » (sic) n'aient eu d'autre but que d'assassiner Staline et se soient « vendus » au Japon et à Hitler ? Pourquoi, ces hommes qui étaient les collaborateurs directs de Staline, qui l'approchaient quand ils vou-

laient, et qui ne cherchaient, selon vous, qu'une chose, l'assassiner, ne l'ont-ils pas fait ?

7° Pourquoi Staline n'a-t-il pas pris comme accusé un seul trotskyste véritable, et n'a-t-il pris que des capitulards ayant renié leur tendance depuis des années ? N'est-il pas plus facile d'extorquer des aveux à des capitulards sélectionnés « par l'Instruction » qu'à des prisonniers qui depuis des années n'avaient pas, qu'après qu'ils n'ont rien d'autre à avouer que leur fidélité au léninisme ?

8° Pourquoi Cachin se félicite-t-il tantôt que la presse bourgeoise ait été favorable à Moscou, tantôt qu'elle ait défendu les trotskystes ? Pourquoi Cachin ne donne-t-il pas connaissance des extraits de la presse fasciste d'Hitler, de Mussolini, des russes blancs où on félicite Staline, et on exploite les exécutions contre la révolution russe ?

9° Cachin et P. V.-C. tirent de grands effets dramatiques des prétendus crimes (sabotage, accidents, déraillements). A propos de chacun de ces crimes, peuvent-ils nous donner une preuve établissant la relation de cause à effet, entre l'auteur « accusé » et le fait incriminé ? Quand, comment, par exemple, Mouralov, condamné comme « exécutif direct » (dit le verdict) a commis tel crime ? Comment et quand Mouralov, ancien organisateur de l'insurrection de Moscou, déporté depuis 1923, depuis cette date sous la surveillance de la Guépéou a-t-il commis les crimes qui lui sont imputés et qu'il avoue « en général » ?

10° Pourquoi Cachin explique-t-il uniquement par le ton « insolent » de la demande de la C.A.P., le refus de visa pour le député-avocat Philip. Ne confirme-t-il pas par là qu'il suffit seulement d'avoir l'air insolent à l'égard de la Guépéou, pour ne pas être admis à contrôler ne serait-ce que comme public, la mise en scène « judiciaire » ?

A-t-on peur que ces avocats qui ne connaissent rien du trotskysme ou du stalinisme, aient simplement remarqué que l'acte d'accusation était bâti au mépris des simples lois de l'espace et du temps, de la cause et de l'effet, de deux et deux font quatre ?

11° Pourquoi la Justice du régime de Lénine et de Trotsky était-elle tout à fait différente ?

Pourquoi en 1921 d'authentiques terroristes qui avaient blessé Lénine, tué Ouritsky, ont-ils été acquittés par clémence ?

Pourquoi des avocats anti-soviétiques, comme Vandervelde, Kurt Rosenfeld, ont-ils été admis comme avocats à ce procès ?

12° Pourquoi si le « socialisme dans un seul pays » était une théorie de Lénine vous ne pouvez citer un seul article de Lénine à ce sujet ?

Pourquoi toute la production littéraire de Lénine depuis thèses d'avril jusqu'à sa mort, est en contradiction complète avec cette théorie ? Pourquoi Staline lui-même dans la première édition des « Principes du léninisme », aujourd'hui « refondue », se prononce-t-il contre « le socialisme dans un seul pays » ?

Pourquoi puisque le « socialisme a vaincu définitivement et sans retour » en U.R.S.S., a-t-on dissous les soviets et remplacés par un pouvoir repressif renforcé, pourquoi a-t-on restauré « l'héritage », pourquoi a-t-on porté atteinte à la nationalisation du sol, et rétabli la propriété privée pour les kolkoz, pourquoi restaure-t-on les grades de maréchaux, interdit-on l'avortement, fusille-t-on les opposants ; pourquoi l'écart entre les salaires s'accroît-t-il constamment, pourquoi met-on sous le boisseau les 4 premiers congrès de l'Internationale Communiste, le testament de Lénine ? Pourquoi ne veut-on pas étendre les bienfaits du socialisme aux autres pays, pourquoi la III^e Internationale a-t-elle pour mission de lutter pour l'ordre et la propriété, la défense nationale, de qualifier de provocateurs quiconque parle de révolution socialiste, pourquoi l'appel du Parti Communiste Italien à la fraternisation avec les fascistes, sur la base du programme fasciste de 1919, pourquoi la politique de « la réconciliation nationale » en France, la lutte contre les soviets (comités) en Espagne ?

13° Pourquoi, pour justifier les assassinats de Moscou, avez-vous été obligés d'abandonner un instant la phraseologie de la main tendue, de la « France libre forte et heureuse » et de parler de la « révolution qui se défend » ?

Quelle est cette révolution qui se défend sous les auspices de MM. Cudenet, Herriot, avec les approbations de l'« Echo de Paris », des journaux de Berlin et de Rome, des journaux russes blancs ? Qui se défend avec ses ennemis ?

En vérité, la vraie révolution se défend, et se défendra bien, avec les trotskystes, contre vous, contre l'impérialisme et contre le fascisme.

CONVOICATIONS

7^e arr. : Librairie, 1, rue de Mar-seille ; librairie, 1, rue de Pasteur.

ANGERS. — Kiosque rue Saint-Aubin (près du boulevard Maréchal-Foch).

TOULON. — Kiosque place Puget, Martin, Bidouré, Noël, avenue Vauban.

NICE. — Chez Roques, 15, rue Assalit.

P.O.I.

TRESORERIE DE LA REGION PARISIENNE Tous les jeudis, de 18 à 20 heures au local.

III^e Cellule. — Tous les mercredis à 20 h. 30, 45, rue Turbigo. Cellule du V^e. — Réunion jeudi, 9 heures, 29, rue Monge.

XII^e Cellule. — Permanence le dimanche, de 10 à 12 heures, 219, faubourg Saint-Antoine.

XV^e Rayon. — Tous les mercredis, Cercle d'Etudes Sociales, 96, rue Saint-Charles. Métro Beaugrenelle.

XIV^e Cellule. — Vendredi 21 h. café Talbot, 198, rue de Vanves.

XVII^e Cellule. — Réunion tous les mercredis, café Duclot, 79, avenue de Saint-Ouen.

XIX^e Rayon. — Tous les vendredis à 21 heures, aux « Editions Populaires », 152, avenue Jean-Jaurès.

XX^e Cellule. — Le vendredi à 20 h. 30, réunion cellule, 44, rue du Borrego. Tous les dimanches matin, à 9 h. 30, rue du Borrego pour vente du journal.

BANLIEUE CHOISY-LE-ROI. — Permanence tous les dimanches matin, 10 heures à midi, au café, 9, rue Carnot.

SAINT-DENIS. — Tous les jeudis, à 21 heures, 38, boulevard Jules-Guesde, réunion cellule.

JUVISY-SUR-ORGE. — Les journaux La Lutte Ouvrière et Révolution sont en vente au kiosque, face la gare, côté caïrie, à Juvisy.

CELLULE DE LEVALLOIS. — Réunion vendredi, 8 h. 30, chez Jeanjean, 73, rue de Vallier.

PROVINCE NOUZONVILLE. — Pour tous renseignements, écrire à Michon, à Levrézy et à Marchal, à Nouzonville.

MARSEILLE. — Rayon P. O. I. Permanence tous les dimanches, de 11 heures à midi, Civette Noailles, 16, Marché des Capucines.

LYON. — P. O. I. permanence tous les samedis de 15 h. à 19 h., au siège, 17, rue d'Alger (à 15 minutes de la gare de Perrache). Réunion du rayon tous les vendredis au même lieu.

TOULON. — Permanence tous les samedis à partir de 20 heures, à la Vivette Louis, Place Puget.

AMIENS. — Permanence au Foyer du Front populaire, 14, place Vogel, Amiens, le samedi, de 17 à 20 heures.

VILLEURBANNE. — Réunion cellule dimanche, 149, rue F.-de-Pressensé, café Boule Pressensé.

J.S.R.

J.S.R. (Région parisienne). — Dimanche 21 février, assemblée générale des responsables de cellule. Retenir la date. Une circulaire indiquera le lieu et l'ordre du jour.

COMITE REGIONAL PARISIEN. — Tous les mardis, 21 heures, au local.

IV^e Cellule. — Tous les vendredis, de 21 heures à 23 heures, 48, rue des Archives.

XII^e Cellule. — Tous les mercredis, 219, faubourg Saint-Antoine.

XIII^e Cellule. — Tous les vendredis, 173, boulevard de la Gare.

XVII^e Cellule. — Tous les vendredis, 59, rue de Gauthier.

XIX^e Cellule. — Tous les mercredis, à 21 heures, aux « Editions Populaires », 152, avenue Jean-Jaurès (19^e). Rendez-vous : Dimanche matin, 9 heures, vente du journal au 6, place du Combat (19^e).

XX^e Cellule. — Tous les mercredis, 44, rue de Borrego.

COLOMBES. — Tous les vendredis, 15, rue Henri-Barbusse.

LYON. — Permanence tous les samedis de 15 h. à 19 h., au siège, 17, rue d'Alger.

800 Jeunes Travailleurs à la Fête de Révolution

C'est ensuite les jeunes pionniers rouges, excusés comme nous de la social-démocratie qui se firent acclamer dans leurs chœurs parlés antimilitaristes, devant un immense panneau décoratif où était inscrit en lettre de feu : J.S.R. vainera !

Le groupe Processions vint ensuite recueillir un grand succès dans leur numéro.

Puis Agnès Capri à qui la salle réserva un vibrant accueil vint dire ses chansons populaires, ainsi que Deniau. Puis Julia Marcus dans ses danses modernes enthousiasma les spectateurs.

Corvin, en quelques mots remercia les camarades qui ont assuré le succès de notre fête et souligna qu'après de grandes difficultés financières, dues au soutien de La Lutte Ouvrière par les J.S.R. Révolution allait reparaitre à nouveau régulièrement au début du mois de mars.

Barrault, dans une exhibition remarquable déchâna l'enthousiasme de la salle.

Et Billie, vint ensuite lire un poème sur le « procès » de Moscou longuement applaudi par la salle.

Et après, le bal de nuit fut ouvert aux accents de l'Internationale. Jusqu'à 5 heures du matin, les jeunes tourbillonnèrent sans arrêt.

On se sépara enfin au chant de l'Inter et aux cris de : Vive Lénine et Trotsky.

Devant le succès de notre fête, nous pensons dès maintenant à organiser pour le deuxième anniversaire de nos exclusions de la N.F.I.O., au mois de juillet, une Grande Fête d'Été de la J.S.R. dans une salle beaucoup plus vaste encore.

Vers les 10.000 frs. Souscrivez !...

C'est seulement 355 francs que nous avons reçus dans la semaine qui vient de s'écouler.

Camarade ! A aucun prix il ne faut ralentir tes efforts ! C'est un cri d'alarme que nous te jetons ! Souscris ! Fais souscrire les sympathisants autour de toi !

Demande à cet effet des listes de souscriptions à l'administration et au responsable du journal dans les cellules.

Pour ceux qui ne voudront pas souscrire, il faut au moins arracher un abonnement de 3 mois de propagande à 5 francs ! Qui ne peut donner 5 fr. pour trois mois d'abonnement à La Lutte Ouvrière ?

Notre Concours de soutien à la Lutte Ouvrière

Dépêche-toi d'acheter des billets pour le soutien de la Lutte. Ainsi non seulement tu auras aidé le journal à vivre, mais tu pourras participer à une tombola — qui t'est offerte gratuitement — où tu gagneras les livres qui te manquent pour compléter ton éducation révolutionnaire.

Voici les prix (60 en valeur de 765 francs !)

1. L'Histoire de la révolution russe (4 vol.) de L. Trotsky, valeur 90 fr.

2. L'Internationale Communiste d'après Lénine, La Révolution Permanente, La Révolution trahie, de L. Trotsky. Le destin d'une Révolution, de V. Serge. Valeur 76 fr.

3. Œuvres complètes (Tome XXV) de Lénine et thèses et résolutions des 4 premiers congrès de l'I.C. Valeur 55 francs.

4. à 6. Le mouvement ouvrier pendant la guerre de Rosmer, chaque volume 45 francs.

7. à 12. Destin d'une révolution de V. Serge, chaque volume 18 fr.

13. à 20. La maladie infantile du Communisme de Lénine. Chaque volume 12 francs.

21. à 35. Littérature et Révolution de V. Serge. 1 volume 5 francs.

36. à 60. L'Etat et la Révolution, de Lénine. 1 volume 4 francs.

En outre un livre de Lénine, au choix, sera offert au détenteur du plus grand nombre de billets. Le prix d'un billet est de 2 francs seulement. Le tirage aura lieu le 14 mars, 15, passage Dubail.

Si tu as de la chance tu vas gagner. Mais es-tu capable d'enlever le livre de Lénine ?

Chaque militant doit avoir un carnet de billets et vendre les billets de soutien à 2 francs.

Conférence Publique du P. O. I.

Mardi 23 février, à 21 h., chez Duclot, angle rues Legendre et av. de Saint-Ouen (métro Marcadet-Balagny) première conférence publique du cercle « Marx-Lénine » : L'Etat et le léninisme, par Gérard Rosenthal.